Bulletin Une Seule Santé du Cameroun

N° 006/Juillet 2023. UNE PUBLICATION TRIMESTRIELLE DU PROGRAMME NATIONAL DE PREVENTION ET DE LUTTE CONTRE LES ZOONOSES EMERGENTES ET RE EMERGENTES

Sécurité sanitaire des aliments :

Quand les communes et les marchés s'engagent

SOMMAIRE

Editorial

- Les collectivités territoriales décentralisées se mobilisent pour lutter contre l'insécurité sanitaire des aliments.....3

En Bref

- Nouveaux projets, même engagement
- Le Cameroun à la quête d'un meilleur profil *One Health*
- Variole du singe : la surveillance environnementale sera effective
- La plateforme *Une Seule Santé* à l'écoute des médias sociaux.....4

Dossier

SSA, CTD et nos marchés :

- Pesticides : le risque est dans le plat !.....5

SSA, CTD and our markets

- Food safety: what about our markets?.....6

CTDS, marchés et SSA

- SSA : Les Collectivités Territoriales Décentralisées et les responsables des marchés dans le moule.....7
- Sensibilisation SSA.....8
- SSA, CTD et nos marchés (INTERVIEW).....9

Coordination

- Variole du singe : la nécessaire amélioration de la synergie des laboratoires 10
- The steering Committee approved the 2017-2022 evaluation of the Zoonoses Programme
- Le Parc National de Lobéké à l'heure *Une Seule Santé* 11

Préparation

- Environmental surveillance of Mpox in Cameroon
- Le Parc National de Lobéké à l'heure du *One Health*.....12

Flyer.....13

Surveillance

- Fièvres hémorragiques virales : le Cameroun a ses lignes directrices de surveillance et de riposte
- Le Cameroun dispose de sa cartographie de risques sanitaires.....14
- Surveillance de la faune sauvage : les écogardes plus outillés
- Détection des zoonoses : les capacités de la société civile renforcées.....15

Environnement :

- En finir avec la pollution plastique
- Viande de brousse : Comment réduire les risques de zoonoses ?.....16

Communication :

- Mpox : une campagne digitale réussie
- Une faible opérationnalisation du Knowledge Management.....17

Cooperation

- TRAFFIC, IDDS, FAO, CRC.....18
- FICR, AfriCam, BA 19

Directeur de publication
Sali Ballo,
Coordonnateur du Comité Technique du Programme Zoonoses

Coordonnateurs éditoriaux
Conrad Nkuo,
Secrétaire Permanent
Elisabeth Dibongue,
Secrétaire Permanent Adjoint

Coordonnateur de la Rédaction
Djeny Ngando Damaris (MINCOM),

Ont collaboré à la rédaction
Elisabeth Dibongue (PNPLZER),
Crystella Cha-ah (PNPLZER),
Abdoul Wahhab (PNPLZER),
Alvine Amawota (PNPLZER),
Clémence Ngo Mpan (PNPLZER),
Raïssa Azekeng (PNPLZER),
Erick Yaya (PNPLZER),
Thierry Didier Kuicheu (PNPLZER),
Collins Numvi (PNPLZER),
Wilfred Fouogue (PNPLZER),
Manuela Ngo Bakale (BA)
Estelle Guedem (BA)
Emilienne Ayi Amougui (MINEPIA),
Irene Daknou (MINADER),
Marcelline Ekom Ango (MINFOF),
Ulrich Deutou (MINEPDED),
Marcelle Aleng Mbia (MINDDEVEL),
José Ngo Nolga (MINSANTE)
Clarisse Njanga (CRTV)
Carol Alene (MINCOM),
Raymond Tchouanfang (MINCOM),
Alicia Mouelle (ABC/Immersion Medias),

Maquette et Infographie
Canisuis Ful Komtangi

Crédit photo
Thierry Didier Kuicheu (PNPLZER),
Collins Numvi, PNPLZER, Google images

Edition
PNPLZER

Impression
Breakthrough ACTION sur fonds USAID

EDITORIAL

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES SE MOBILISENT POUR LUTTER CONTRE L'INSÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS

La Sécurité Sanitaire des Aliments (SSA) est un gage du bien-être des populations. Cependant, ces derniers temps, il est constaté que des actions ayant un risque avéré sur la santé des populations sont conduites dans les marchés. Lesdites actions sont l'œuvre des commerçants véreux qui ne lésinent sur aucun moyen pour se faire de l'argent au mépris de la santé de leurs concitoyens.

Les actions qui sont le plus souvent décriées, portent entre autres sur l'étalage des aliments à même le sol sans aucune protection contre les intempéries et des mouches, ainsi que l'utilisation des produits chimiques impropres à la consommation, à l'instar des pesticides et du formol, utilisés par certains producteurs et vendeurs soit pour accélérer la maturité des aliments, soit pour rallonger leur période de conservation.

Il convient de rappeler que conformément aux dispositions de l'article 156 de la Loi n°2019/024 du 24 décembre 2019 portant Code Général des Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD), la gestion des marchés et la promotion des activités agropastorales et piscicoles d'intérêt communal sont des compétences transférées par l'Etat aux communes dans le domaine du développement économique. De même, les dispositions des articles 160 et 218 de cette loi traite du contrôle sanitaire dans les établissements de fabrication, du conditionnement, du stockage, ou de la distribution des produits alimentaires en matière de développement sanitaire, et de l'inspection des appareils et/ou instruments pour les denrées qui se vendent au poids ou à la mesure, et sur la salubrité des denrées comestibles exposées en vente.

C'est donc en sa qualité de tutelle sur les communes, que le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local (MINDDEVEL), en collaboration avec les administrations concernées par cette problématique, a initié des actions qui sont mises en œuvre par ces entités, afin de limiter les conséquences néfastes de ces mauvaises pratiques sur la santé des populations. Ces actions tirent principalement leurs sources de la politique nationale de Sécurité Sanitaire des Aliments, de la protection de la santé des consommateurs et des recommandations pertinentes du Codex Alimentarius. C'est le cas de la mise en œuvre effective du projet « **Marché Santé** » initié par l'Organisation Mondiale de la Santé ou du développement du « **Guide Marché-Santé** » sur le respect des mesures d'hygiène dans les marchés, sous la coordination du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural.

Au niveau local, le Ministère de la Décentralisation et du Développement Local sensibilise les communes à mener cette bataille qui ne semble pas gagnée d'avance. A cet égard, les communes doivent prendre des mesures idoines qui renforcent la sensibilisation et l'information de la population sur les dangers liés à l'utilisation des produits impropres à la santé sur les aliments destinés à la consommation à travers tous les canaux disponibles. De plus, elles devraient également intensifier les contrôles inopinés dans les marchés par leurs services d'hygiène en liaison avec les administrations techniques. Dans cette perspective, il sera aussi question d'accroitre le contrôle de la chaîne d'approvisionnement et la mise aux normes des marchés, avec notamment la construction des espaces de stockages appropriés et l'interdiction de vendre des produits à même le sol.

Les actions proposées pour mener cette lutte, ne peuvent avoir des résultats concrets sur le terrain sans une synergie d'action. Aussi, pour apporter des solutions pérennes à ce phénomène, il est important d'y associer toutes les administrations ayant en charge la santé humaine, animale, ainsi que la protection de l'environnement. C'est l'objectif visé par la plateforme ***Une Seule Santé*** qui est au centre de cette lutte ■

Bonne lecture !

Hamad Abbo Roger
Directeur des Services Locaux au Ministère
de la Décentralisation et du Développement Local

LA PLATEFORME UNE SEULE SANTÉ À L'ÉCOUTE DES MÉDIAS SOCIAUX

Du 01er au 02 juin 2023, s'est tenu à Kribi, l'atelier sur le *social listening* de la plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun, organisé par le PNPLZER avec l'appui technique et financier de Breakthrough ACTION. Cette rencontre avait pour objectif de mettre en place un système d'écoute des médias sociaux pour la plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun, dans le but de contrer les rumeurs émergentes sur les questions des zoonoses et d'y apporter la bonne information. Les travaux ont permis d'identifier les outils pour l'écoute en ligne des contenus pertinents sur les zoonoses et les thématiques de l'approche USS, de présenter un outil de social listening et son fonctionnement et d'évaluer sa dynamique au sein des sectorielles de la plateforme. Les prochaines étapes prévoient entre autres, l'acquisition d'un outil de Social Listening par le PNPLZER et la formation des responsables de veille médiatique ■

NOUVEAUX PROJETS, MÊME ENGAGEMENT

Comme il est de coutume à l'entame de chaque exercice, c'est avec plein d'engagement que les acteurs de la plateforme *Une Seule Santé* ont massivement pris part le 04 mai 2023 à Mbankomo, à leur traditionnelle réunion de coordination. Cette rencontre qui marque le lancement effectif des activités annuelles de la plateforme, après la validation de son Plan de Travail Annuel Budgétisé (PTAB) par le Comité d'Orientation Stratégique, était présidée par le Coordonnateur Technique du PNPLZER, Monsieur Sali Ballo. L'ordre du jour a porté essentiellement sur les présentations des réalisations de l'année 2022 et des activités d'une part, inscrites dans le Plan de PTAB 2023 et d'autre part programmées par les partenaires. Il en ressort que pour cet exercice, plusieurs nouveaux projets sont attendus à l'instar du projet RACE, du Yaoundé *One Health* Forum et de AfriCAM. L'accent devra également être mis sur le suivi du dossier relatif au nouveau cadre réglementaire de la plateforme, la dissémination des documents de stratégie disponible et la recherche des financements pérennes pour le Programme Zoonoses ■

LE CAMEROUN À LA QUÊTE D'UN MEILLEUR PROFIL ONE HEALTH

Présenter et disséminer la nouvelle version du *One Health* Monitoring Tool (OHMT) en alignement de la stratégie nationale *Une Seule Santé* (USS) aux domaines du *One Health* Joint Plan of Action (OH JPA) de la quadripartite (FAO, OMS, OMSA et PNUE), tel était l'objectif de l'atelier qui a réuni du 15 au 17 mai 2023, les acteurs de la plateforme USS à Yaoundé. Organisé avec le soutien technique et financier du projet « *Sustainable Operationalization of One Health in the Africa region* » de la Defense Threat Reduction Agency (DTRA), cet atelier a permis d'évaluer le profil USS du pays à travers la nouvelle version de l'outil sus-cité. Dans ce cadre, il a été constaté qu'en matière de mise en œuvre de l'approche USS, les secteurs santé humaine et santé animale sont en avance. Cependant, il faudra œuvrer prioritairement pour les secteurs santé faune sauvage et santé environnement pour relever le score du pays déjà appréciable ■

VARIOLE DU SINGE: LA SURVEILLANCE ENVIRONNEMENTALE SERA EFFECTIVE

Le 14 juin 2023 s'est tenu à Mfou, l'atelier de présentation du projet de surveillance environnementale sur la variole du singe. A cette occasion, les parties prenantes de la plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun ont échangé entre autres sur le choix de Mfou comme site d'étude, l'importance de trouver les moyens de capturer et échantillonner les écureuils, l'importance d'étudier les coutumes locales relatives à ces espèces, sur les types et la gestion de déchets produits, sur les fiches de collecte de données et les protocoles, sur la conservation des échantillons, sur la disponibilité de réactifs pour les tests Mpox et la communication de résultats. Les prochaines étapes prévoient notamment l'intégration du Parc de la Mefou comme un site de surveillance actif pour le Mpox dans le système de surveillance des maladies animales. ■

PESTICIDES : LE RISQUE EST DANS LE PLAT

Pesticides, extraits d'engrais et autres solutions chimiques sont désormais monnaie courante le long de la chaine de manipulation des produits alimentaires. Des pratiques néfastes à la santé des consommateurs et sources de nombreuses maladies.

« Que ton aliment soit ton médicament » ! L'adage attribué à Hippocrate ne trouverait bientôt plus sa place dans notre société, si rien n'est fait. Tant il est clair, à l'observation de certaines attitudes et pratiques dans nos champs, marchés et points de restauration, que les aliments deviennent de plus en plus dangereux.

Ce nouveau caractère est associé à l'utilisation régulière, inadaptée, mais surtout abusive de certaines substances chimiques à l'exemple des pesticides. Ces derniers sont utilisés pour contrôler ou tuer des êtres vivants (insectes, végétaux ou champignons) nuisibles au bien-être, à la santé et aux activités de l'homme, soit dans le cadre d'un usage agricole (produits phytopharmaceutiques) ou d'un usage de santé publique (biocides).

L'impact des pesticides sur la santé et dans les aliments préoccupe aussi bien la population que les pouvoirs publics. Depuis une vingtaine d'années, leur usage fait l'objet de réglementations diverses destinées à limiter leurs effets sur l'environnement et sur la santé. Par exemple, la commercialisation des produits alimentaires est désormais soumise au contrôle de la qualité et la quantité de résidus de pesticides contenus dans chaque aliment. C'est ce qu'on appelle les Limites Maximales de Résidus (LMRs).

Les nourrissons, adultes et animaux exposés aux résidus de pesticides et produits chimiques contenus dans les aliments peuvent être sujets à des cancers, allergies, troubles neurologiques ou troubles de la reproduction, voire à des anomalies congénitales. Les conséquences environnementales sont tout aussi nombreuses. Elles concernent notamment la pollution de l'eau, de l'air, la perte de biodiversité, la contamination des sols, la résistance des ravageurs aux pesticides, etc.

Outre le contrôle du taux de résidus, d'autres solutions sont envisagées pour atténuer à long terme, les risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires. Il s'agit notamment du renforcement du contrôle des intrants et produits agricoles, l'actualisation d'une réglementation plus stricte en matière d'utilisation des produits phytosanitaires, la promotion des pratiques de production, de transformation et de conservation saines, durables et respectueuses de l'environnement. L'autre mesure consiste au renforcement de la sensibilisation et la formation des producteurs à l'utilisation responsable des pesticides et des produits chimiques ainsi que la gestion des risques associés à leur utilisation ■

FOOD SAFETY: WHAT ABOUT OUR MARKETS?

Questionable food exposure, spread out on the ground, lack of potable water points, stagnation of used waste, lack of or unclean toilettes. These are some of the reasons why food safety is debatable in Cameroonian markets.

April 27, 2023! A joint field visit to the Mvog-Ada and Mfoundi markets in Yaounde was done by the Zoonoses Programme and GIZ-PPOH officials to assess compliance with good hygiene states of these markets.

In both markets, the findings are clear: irregularities in handling, preservation and even presentation of foodstuff, handling of fresh meat and fish out of the cold chain, exposure of foodstuffs on the ground, food stalls in waste storage areas, the use of unclean water for slaughtering animals as well as washing of carcass, etc. These practices are far from the required sanitary standards. Worse still, vendors and other food handlers do not seem to be informed enough on the sanitary measures required to preserve food meant for human consumption. What is certain is that the relevant requirements are not met.

The snapshot of hygiene conditions of these two pilot markets could well be generalized to others, throughout the city. This calls for specific measures to ensure the quality of foodstuff offered to consumers.

Through this field visit, the improvement of hygiene practices in the markets cannot be overemphasized. This would include the upgrade of food processing materials and equipment in the markets, the sensitization of food handlers on good hygiene practices in this area, provision of water supply and appropriate waste management policies in markets.

A situational analysis of markets in the Mfoundi division is foreseen in the up-coming weeks by the One Health platform with the support of GIZ-PPOH program, with the aim of bringing out the status of markets in terms of hygiene as well as the needs for capacity building of food handlers to ensure food safety at market levels.

Their realization calls for the contribution of all One Health stakeholders in Cameroon ■

LES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DÉCENTRALISÉES ET LES RESPONSABLES DES MARCHÉS DANS LE MOULE

La célébration de la deuxième édition de la Journée Internationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments (JISSA) au Cameroun a été marquée par la formation le 8 juin 2023 à Yaoundé, de divers acteurs intervenant dans les marchés et la sécurité sanitaire.

Assurer la sécurité sanitaire des aliments, c'est veiller au respect des normes et bonnes pratiques lors de leur manipulation à chaque étape de la chaîne alimentaire. Ce qui représente un enjeu majeur au sein de la plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun. Au cours de la rencontre organisée par le Programme Zoonoses avec l'appui de Breakthrough ACTION, les participants ont suivi des présentations relatives à la situation du choléra au Cameroun et les mesures préventives, les risques sanitaires le long de la chaîne de valeur du commerce des aliments particulièrement des produits fauniques, mais aussi la législation et la situation du commerce des produits fauniques.

Cette assise a également été l'occasion de présenter le Guide-Santé sur le respect des mesures dans les marchés alimentaires du pays. Ce document élaboré par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, vise à mettre en œuvre la politique nationale de Sécurité Sanitaire des Aliments et de protection de la santé des consommateurs. Il fournit entre autres, des connaissances théoriques et pratiques de base permettant de comprendre l'origine des contaminations des aliments tout au long de la chaîne de la production à la consommation et ainsi, apporter les informations nécessaires pour améliorer le savoir-faire des acteurs (acheteurs, vendeurs, etc) dans les marchés.

Les responsables des Collectivités Territoriales Décentralisées ont été encouragés à développer, en collaboration avec les secteurs concernés, un système de traçabilité pour tous les produits alimentaires. Quant à la sensibilisation, elle devra porter sur la qualité des produits et l'hygiène d'une part ; le concept marché-santé d'autre part. Un point spécifique sera mis sur les risques des maladies zoonotiques pour ce qui est de la chaine de valeur de la viande de brousse.

L'édition 2023 de la JISSA était placée sous le thème « *Les normes alimentaires sauvent des vies* » ■

LES BONNES PRATIQUES D'HYGIENE ALIMENTAIRE

PROTOTYPE D'UN ROTISSEUR

- Le rôtisseur doit être propre (se laver, se tailler les ongles régulièrement, se coiffer les cheveux, la barbe et la moustache et éviter le port des bijoux etc…) ;
- Le rôtisseur doit se laver les mains avant et après une pause et après usage des toilettes ;
- Le rôtisseur doit porter une tenue vestimentaire adaptée et propre (blouse, tablier blanc, calotte et chaussures de sécurité) ;
- Les tenues de travail doivent être nettoyées après utilisation ;
- Le rôtisseur doit être en bonne santé : Il doit disposer d'un certificat médical conforme ;
- Lorsqu'un rôtisseur attrape le rhume, la toux ou une autre maladie infectieuse, il doit rester à la maison jusqu'à ce qu'il se rétablisse ;
- En cas de blessure, il doit utiliser un pansement adéquat de manière à éviter les contaminations des denrées ;
- Le rôtisseur doit bien cuire les denrées, il ne doit pas servir la viande saignante ;
- Le rôtisseur ne doit pas fumer, ni boire durant la manipulation des denrées ;
- **Le rôtisseur doit avoir le matériel suivant;**

❍ Couteaux ❍ Pinces ❍ Téflon de découpes ❍ Emballage en aluminium ❍ Plats ❍ Crochets ❍ Cure-dents ❍ Table de travail ❍ Cuillères ❍ Casseroles

PROTOTYPE D'UNE ROTISSIERE

- Les points de vente doivent se situer dans un environnement propre, loin des toilettes, des poubelles, des caniveaux et protégés de la poussière et des mouches ;
- Les locaux doivent être de préférence carrelés pour faciliter le nettoyage et avoir une cheminée pour l'évacuation de la fumée ;
- Les locaux doivent disposer des toilettes et d'un approvisionnement en eau potable;
- Les locaux doivent être toujours propres ;
- Utiliser les pinces et d'autres ustensiles pour la manipulation de la viande cuite et non les mains.

SSA, CTD et nos marchés

« LA SÉCURITÉ SANITAIRE DES ALIMENTS DANS NOS MARCHÉS, IMPLIQUE UNE MUTUALISATION DES EFFORTS ET DE COLLABORATION ».

Stanislas Joël MVONDO AYISSI, Sous-Directeur de l'Environnement et du Développement Durable à la Communauté Urbaine de Yaoundé (CUY).

Quelles sont les difficultés rencontrées dans le non-respect des règles d'hygiène dans les marchés ?

De façon générale, la principale difficulté c'est l'incivisme dû à la perte de certaines valeurs, surtout en ce qui concerne le respect de la personne humaine. Prenons le cas des déchets solides. Ceux qui les produisent dans les marchés, les déversent dans le voisinage sans tenir compte du danger auquel ils exposent les autres. Ce problème nécessite une importante réflexion multisectorielle impliquant plusieurs acteurs (pouvoirs publics, Collectivités Territoriales Décentralisées - CTD, populations, société civile, institutions de recherche, etc.). A Yaoundé, un certain nombre d'actions sont déjà entreprises par la Mairie de la Ville, pour amener les populations à respecter les règles d'hygiènes dans les espaces marchands, mais nous n'obtenons pas encore les résultats escomptés. En fait, la sécurité sanitaire des aliments dans nos marchés implique une mutualisation des efforts et de collaboration.

Parlant particulièrement des déchets, comment s'organise la gestion de ceux-ci dans nos marchés?

Il existe un ensemble de conventions et de contrats signés entre la Mairie de la ville de Yaoundé et certaines associations ou Petites et Moyennes Entreprises en charge de la propreté dans les marchés. Les déchets rassemblés sont retirés ou amassés par les prestataires chargés de la collecte et de l'enlèvement des ordures ménagères dans la ville.

Comment se passe la collaboration entre les CTD et les services en charge du contrôle sanitaire des aliments dans les marchés ?

Nous avons eu l'opportunité d'assister aux activités organisées par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural (MINADER) en vue d'implémenter le concept Marché-Santé. Ces activités nous ont permis de constater les écarts qui existent entre les CTD et les structures en charge du contrôle des aliments dans les marchés. A ce jour, la collaboration n'est pas effective à 100%. Certaines activités de contrôle des marchés ne sont pas assurées par les CTD du fait de l'insuffisance des ressources matérielles, humaines et financières. Mais si nous voulons un meilleur résultat, il est nécessaire (ou il apparaît urgent) de renforcer les capacités des CTD et mieux les accompagner.

Que prévoit la CUY pour promouvoir la sécurité sanitaire des aliments dans les marchés ?

La première mesure a consisté au lancement d'une vaste campagne d'aménagement des marchés en collaboration avec la Mairie de la ville de Yaoundé. Ladite campagne est en cours depuis un moment. En effet, nous nous sommes rendus compte que des marchés spontanés naissent de plus en plus et les espaces sur lesquels ceux-ci se développent ne sont pas toujours aménagés pour garantir la sécurité sanitaire des produits alimentaires commercialisés, des clients et des commerçants. Il est question à travers cette activité, de réaménager ou de réhabiliter les marchés pour assurer une meilleure sécurité sanitaire aux aliments et partant aux personnes. Par ailleurs, la Mairie de la Ville est en train de préparer des campagnes de sensibilisation sur le terrain bien qu'elles ne suffisent pas à elles seules à résoudre ce problème. C'est la raison pour laquelle un plaidoyer sera engagé pour qu'il y ait une adhésion de toutes les parties prenantes afin de promouvoir la sécurité sanitaire des aliments dans les marchés de la ville de Yaoundé, sous le concept « Marché-Santé » ■

VARIOLE DU SINGE : LA NÉCESSAIRE AMÉLIORATION DE LA SYNERGIE DES LABORATOIRES

A l'initiative du Programme Zoonoses, une rencontre regroupant les acteurs des laboratoires s'est tenue le 5 mai 2023 à Yaoundé, afin de maximiser le diagnostic et la recherche sur le Mpox.

Mener une réflexion au sujet de la vaccination sur le Mpox au Cameroun, organiser une réunion de concertation sur le système de prélèvement, conditionnement et transport sécurisé des échantillons vers les laboratoires ; formaliser le réseau des laboratoires ; mettre en place un système interopérable d'échanges et de communication entre les différents acteurs et enfin pérenniser de telles réunions de coordination. C'est là les recommandations formulées à l'issue de cette rencontre.

En effet, dans le cadre de la réponse à la situation sanitaire préoccupante du Mpox au Cameroun, le gouvernement a entrepris une série d'actions au nombre desquelles, l'élaboration du Plan National Intégré de Lutte contre la variole du singe, des investigations multisectorielles dans les régions du Nord-ouest, Sud-ouest, Centre, Sud et Littoral et des exercices de simulation sur table pour la gestion multisectorielle du Mpox aux niveaux national et sous régional. Cependant, malgré la mise en œuvre rapide du plan sus-évoqué et l'intensification des activités y relatives, plusieurs limites ont été enregistrées. Il s'agit notamment de la faible voire de l'inapplication des directives relatives au prélèvement, conditionnement et transport sécurisé des échantillons de Mpox, de l'insuffisance du partage d'informations ainsi que l'absence d'un réseau de coordination entre les laboratoires impliqués dans la réponse à cette zoonose.

Avec pour objectif l'évaluation des capacités additionnelles des laboratoires ainsi que l'amélioration du cadre de collaboration entre ceux-ci sans oublier la décentralisation du diagnostic, cette réunion de coordination a permis aux différents acteurs de laboratoires de partager leurs expériences, les difficultés rencontrées et proposer des pistes d'amélioration de la collaboration entre eux ■

Remerciements

Depuis sa mise sur pied, la plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun, bénéficie de l'appui multiforme et constant de plusieurs partenaires technique et financier. Ce sixième numéro du Bulletin *Une Seule Santé* du Cameroun, est l'occasion d'exprimer la profonde gratitude de cette plateforme à tous ces partenaires. Des remerciements particuliers sont adressés à USAID à travers Breakthrough ACTION.

THE STEERING COMMITTEE APPROVED THE 2017-2022 EVALUATION OF THE ZOONOSES PROGRAMME

This was the main result obtained at the end of the eight session of the steering committee of the Cameroon one health platform held on April 19, in the Prime Minister's Office

At the beginning of each year, the Steering Committee session is the most important meeting of the One Health Platform. In fact, it is in this session that political and technical orientations as well as prospects are established for the financial year.

For 2023, the session of the Steering Committee did not only approve the 2022 annual report and validate the 2023 annual budgeted work plan, but also endorsed the results of the evaluation of the Zoonoses Programme carried out for the period 2017 to 2022, with prospects for sustainable financing.

This session was graced by its President, the General Secretary of the Prime Minister's office and attended by the members of the Steering Committee. Considering the documents submitted to them, they made key prospects as follows: propose ways of securing long-term funding, refocus activities on the Zoonoses Programme's missions, give priority to non-media communication (interpersonal, group) and local media (community radio) to convey communication messages and involve Ministry of Youth and Civic Education, emphasize on the research component of the Zoonoses Programme.

The eighth session of the Strategic Orientation Committee was concluded with congratulatory remarks extended to the Permanent Secretariat of the Zoonoses Program for the work done in 2022, despite the delays in the release of financial resources, with encouragement to do the same, if not more, in 2023 ■

ENVIRONMENTAL SURVEILLANCE OF MPOX IN CAMEROON

Away from the surveillance of Mpox in humans and animals, where some key reservoirs are often overlooked, it was high time we got interested in the surveillance of Mpox in the environment.

Mpox cases in humans have often been correlated to transmission from wildlife with supportive evidence. Cameroon has recorded two historical cases in 1979 and 1989, recent outbreaks in chimpanzee sanctuaries in 2014 and 2016 and more recently human cases appear to be increasingly frequent. Given the increasing risk of human Mpox virus infections, a better understanding of the areas at risk and factors leading to emergence are urgently required.

Given that the supposed reservoir of Mpox virus in central Africa are squirrels, and given how it is notoriously difficult to capture them, environmental surveillance comes into play. Environmental surveillance for Mpox in nature is novel, non-invasive, cheap and rapid proof of concept was obtained during a recent Mpox virus outbreak. This technique will allow us to rapidly and cheaply collect large numbers of samples across various species, seasons and geographies and consists of collecting samples from leftover fruits/foods of squirrels. This is the objective of the surveillance pilot project, part of the Mpox Threat Reduction Network funded by the United States Government through the DTRA program and the University of California, Los Angeles. It is implemented with support and collaboration between Mosaic, HEADA, CRESAR and the *One Health* Platform/Zoonoses Program in Cameroon.

On June 14 2023 stakeholders met in Mfou to present the said project and agree on Mefou National Park as the project site choice, an ideal animal-environment interface.

Also, discussed at this meeting were: the various ways of collecting samples from squirrels, the importance of studying local customs relating to these species, the types and management of waste that will produced during the study, data collection sheets and protocols, sample preservation, the availability of reagents for Mpox tests and the communication of results.

the following next steps were charted: the integration of the Mfou National Park as an active Mpox surveillance site in animal disease surveillance and the integration of the data obtained from the project into the human-animal-environment surveillance systems, amongst others.

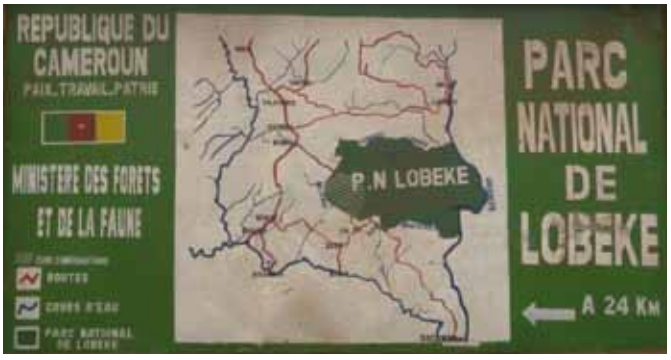
If successful this work will enable us to better understand the ecology of Mpox virus in the natural environment and allow us to form additional ideas on prevention and risk reduction ■

LE PARC NATIONAL DE LOBÉKÉ À L'HEURE DU *ONE HEALTH*

Le 15 mai 2023 à Bertoua, s'est tenu un atelier de suivi et d'évaluation des activités du Programme One Health mis en place dans cette aire protégée, pour y améliorer la conservation des espèces fauniques, florales et de l'écosystème.

Il a été question au cours de ces travaux d'examiner les contributions des différents acteurs afin de garantir l'implication des communautés riveraines dans les activités de mise en œuvre de ce programme. A l'occasion, les échanges ont tourné autour de la nécessité deprendre en compte les résultats de la priorisation nationale des zoonoses par zone agro-écologique lors de la mise en place du système de surveillance des zoonoses du Parc. D'autres aspects ont été évoqués notamment, le renforcement des capacités des différentes parties prenantes sur la surveillance des maladies zoonotiques et l'accompagnement multisectoriel au niveau déconcentré des étudiants et chercheurs traitant des thématiques en lien avec les maladies zoonotiques.

Encore à sa première année, le *Programme One Health* au Parc national de Lobéké connaît la participation des acteurs clés de la plateforme *Une Seule Santé* du Cameroun, et bénéficie *d'un financement de la Fondation Tri National de la Sangha.*



Situé à l'extrême Sud-Est du Cameroun dans le bassin du Congo, le Parc National de Lobéké est inscrit à l'initiative de conservation transfrontalière Tri National de la Sangha. C'est un complexe transfrontalier consacré à la conservation de la biodiversité, qui regroupe aussi la Réserve Spéciale de Dzanga-Sangha (République Centrafricaine) et le Parc national de Nouabalé-Ndoki (Congo-Brazzaville) ■

AfriCAM CAMEROUN, C'EST PARTI !

Les acteurs nationaux de la plateforme Une Seule Santé ont pris part à la journée de lancement du projet AfriCAM le 06 Juin 2023 à Yaoundé, pour marquer la synergie et les attentes communes autour du projet.

C'est une nouvelle porte qui s'ouvre dans l'aventure de la lutte contre les zoonoses émergentes et ré-émergentes en Afrique et au Cambodge (AfriCAM). En effet, le projet AfriCAM fait partie de l'initiative PREZODE (*PREventing ZOonotic Diseases Emergence*) lancée en 2021, dont notre pays est l'un des 18 adhérents.

Au Cameroun, il a pour objectif général d'identifier et de mitiger les risques infectieux émergents liés à l'activité humaine dans un contexte de changement climatique et de pression anthropique. En clair, il s'agit de prévenir les éventuelles prochaines pandémies.

Sur le terrain, il va principalement s'intéresser à la zone soudano-sahélienne camerounaise, en examinant entre autres, l'impact des activités humaines telles que la transformation des milieux forestiers au Sud Cameroun, l'expansion des activités d'élevage sur les aires protégées du Nord Cameroun ou l'utilisation des rongeurs, dans l'émergence de maladies zoonotiques à l'interface homme-animal sauvage et animal domestique.

Prévu pour une durée de 36 mois, le projet AfriCAM sera mené sur deux sites à savoir, la zone du port en eaux profondes de Kribi (Kribi, Bipindi, Campo et Ntem), caractérisée par des forêts tropicales humides, confrontée à de fortes pressions anthropiques et la zone soudano-sahélienne du Nord Cameroun (région du Nord), qui est constituée d'une savane sèche.

La cérémonie de lancement de ces activités présidée par le Coordonnateur Technique du Programme National de Prévention et de Lutte contre les Zoonoses Emergentes et Réémergentes (PNPLZER), a vu la participation d'une soixantaine d'experts venus s'enquérir des activités scientifiques de ce projet dans les domaines de la caractérisation des risques zoonotiques, la sensibilisation des acteurs décentralisés de la société civile et la caractérisation de la biodiversité végétale dans les paysages en phase de transformation. Les activités y relatives seront mises en œuvre par le Centre de Coopération Internationale en recherche agronomique pour le Développement (CIRAD) et l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) en collaboration avec des institutions locales telles que le LANAVET, l'IRAD, l'École de Faune de Garoua, l'Université de Dschang, etc.

A terme, les acteurs espèrent contribuer de manière significative à la lutte contre les maladies zoonotiques au Cameroun ■

MALADIE A VIRUS MARBURG : ON EVALUE LES EFFETS DE LA SENSIBILISATION

Du 6 au 13 mai 2023, une enquête a été menée par la Croix-Rouge Camerounaise et la plate-forme Une Seule Santé dans les Districts de santé de Kye-Ossi, Olamze et Ambam pour apprécier le niveau de connaissances, attitudes et pratiques des populations vis-à-vis de la maladie à virus Marburg (MVM).

C'est au total 994 personnes, soit 538 femmes et 449 hommes qui ont été interrogées dans ces trois districts de santé de la Vallée du Ntem, dans la région du Sud Cameroun. L'objectif de cette enquête mixte (quantitative et qualitative) était d'évaluer les acquis (connaissances et adoption des bonnes pratiques) de la campagne de sensibilisation menée dans le cadre de la préparation à une éventuelle survenue de la MVM. Les résultats préliminaires de cette étude, menée avec l'implication de soixante-quinze volontaires de la Croix-Rouge Camerounaise, ont permis de ressortir un niveau appréciable de connaissance des populations sur la MVM, car 95% des personnes interrogées, avaient déjà entendu parler de la MVM et maitrisent aussi bien son mode de transmission que ses mesures préventives.

En guise de rappel, en date du 07 février 2023 la Guinée Equatoriale a enregistré des cas de la MVM. Ce qui a placé le Cameroun, pays voisin et frontalier en alerte. Plusieurs activités ont été effectuées pour prévenir l'émergence de cette maladie sur le triangle national ■

FIÈVRES HÉMORRAGIQUES VIRALES : LES LIGNES DIRECTRICES TOUTES TRACÉES

Face aux risques d'importation des fièvres hémorragiques virales (FHV), le pays a élaboré un plan de préparation et de réponse pour mieux surveiller, prévenir et contrôler ces maladies sur son territoire, au cours d'un atelier tenu du 23 au 27 mai 2023 à Ebolowa.

Ebola, Lassa, Marburg ! Voilà quelques Fièvres Hémorragiques Virales qui menacent de traverser le territoire camerounais. Entre 2018 et 2023, plusieurs pays africains dont certains limitrophes au Cameroun, à l'instar du Nigéria et de la Guinée Equatoriale, ont fait face à ces maladies.

Par anticipation, le pays a mis sur pied des directives devant faciliter sa réaction en cas de survenue d'une fièvre hémorragique virale sur son espace terrestre. Celles-ci concernent la surveillance, l'investigation, la prévention et le contrôle de l'infection, l'enterrement sécurisé et la logistique, la prise en charge psychologique, clinique et nutritionnelle, la communication de risques et l'engagement communautaire, ainsi que la riposte vaccinale, le cas échéant.

La finalisation desdites directives a vu la participation d'une quarantaine d'experts, représentant les secteurs de la santé humaine, animale et d'autres sectorielles impliquées dans la gestion de l'alerte au risque d'importation des FHV au Cameroun. Ce signal fort de l'engagement du Cameroun à protéger la santé de sa population, témoigne également de sa détermination à faire face à cette menace sanitaire de portée internationale.

En rappel, les FHV sont des maladies d'origine animale pouvant être transmises à l'homme et représentant un risque important pour la santé publique à l'échelle internationale en raison de leur taux élevé de morbidité et de mortalité. Cette catégorie de maladies peut causer plusieurs infections telles que la maladie à virus Ebola, la Maladie à Virus Marburg, la fièvre de Lassa, la fièvre du bassin du Congo, la fièvre jaune et la dengue ■

LE CAMEROUN DISPOSE D'UNE CARTOGRAPHIE DE SES RISQUES SANITAIRES

Elle a été établie au cours de l'atelier organisé du 10 au 14 avril 2023 à Douala, par l'Observatoire National de Santé Publique (ONSP) avec l'appui technique et financier de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).

Les leçons apprises des récentes urgences de santé publique ont permis de relever la nécessité de renforcer le dispositif de veille sanitaire du pays. Cette action passe par l'identification des dangers les plus importants et leurs conséquences en vue de planifier et de prioriser les actions dans le cadre de la prévention et de l'atténuation des risques.

C'est dans ce contexte que l'ONSP a conduit les travaux de l'atelier basés sur l'outil STAR (*Strategic Tool for Assessing the Risk*), afin d'établir le profil des risques sanitaires du pays et de disposer d'une masse critique d'experts multisectoriels aptes à conduire une évaluation des risques en utilisant ledit outil aux niveaux national et régional. Cette activité a vu la participation de différents acteurs *Une Seule Santé*.

En effet, l'évaluation des risques sanitaires s'est déroulée en plusieurs phases, à savoir : la définition des dangers pouvant constituer une menace pour la santé publique, la priorisation de ces dangers selon leur risque de létalité ou de mortalité ainsi que la nécessaire activation ou non du Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Publique. À l'issue de cet exercice, 27 dangers ont été retenus comme prioritaires pour le Cameroun, sur les 50 relevés au départ. Ils ont par la suite été classés selon leur gravité ou sévérité, saisonnalité, vulnérabilité et les conséquences sanitaires engendrées. Sur une échelle allant de très faible à très élevé, une liste de seize (16) dangers a été retenue comme présentant des risques sanitaires élevés. Il s'agit de : COVID-19, choléra, fièvre jaune, méningite, inondations, accidents de transport, rougeole, fièvre de Lassa, Marburg, terrorisme, variole du singe, glissements de terrain, rage, explosion, déplacements internes et Ebola.

Les prochaines étapes prévoient l'actualisation du plan multirisques du Cameroun et sa mise en œuvre, la décentralisation de l'évaluation avec l'outil STAR au niveau régional, l'élaboration ou l'actualisation des plans de contingence spécifiques pour chaque danger hautement prioritaire ■

DÉTECTION DES ZOONOSES : LA SOCIÉTÉ CIVILE EST PRETE

Pour permettre aux communautés de s'engager pleinement et de rester vigilantes face aux menaces zoonotiques, des organisations de la société civile (OSCs) ont vu leurs capacités renforcées dans le cadre de la détection précoce et de la surveillance épidémiologique de ces maladies.

Loin des laboratoires, des hôpitaux et autres sphères scientifiques concernées par cette question, les maladies zoonotiques émergent dans les communautés où elles sévissent souvent à grande échelle. Raison pour laquelle les populations doivent être outillées, non seulement pour comprendre le risque encouru, mais aussi pour pleinement s'engager dans la prévention de ces maladies. C'est fort de cette réalité que le projet AfriCam a lancé ses activités au Cameroun, par le renforcement des capacités des organisations de la société civile (qui représentent les communautés) sur la prévention, la veille et la détection précoce des maladies émergentes. L'atelier y relatif s'est tenu le mercredi 07 juin 2023 à Yaoundé, dans le cadre du renforcement des systèmes de surveillance et de détection précoce des maladies zoonotiques. Il fait suite à la recrudescence ces dernières décennies, de maladies infectieuses émergentes et réémergentes, qui représentent un enjeu majeur pour la santé publique mondiale et nécessite une action collective pour prévenir et endiguer les épidémies.

A travers cette activité, la société civile a été édifiée sur l'écologie des maladies émergentes, la situation épidémiologique des zoonoses au Cameroun, les notions spécifiques liées aux risques et les risques liés à la manipulation et la consommation de la viande de brousse. C'était aussi l'occasion de sensibiliser les participants sur les normes alimentaires et la sécurité sanitaire des aliments. Ils ont enfin été initiés à la communication sur les risques et l'engagement communautaire, pilier important et incontournable de l'approche *Une Seule Santé*.

En retour, les Organisations de la Société Civile ont promis de contribuer au renforcement du système de surveillance notamment grâce à une meilleure collaboration avec les Collectivités Territoriales Décentralisées, une sensibilisation et communication plus accrue avec les communautés, la mise en place des équipes de vigilance, la contribution aux études menées sur le terrain et le plaidoyer à tous les niveaux ■

SURVEILLANCE DE LA FAUNE SAUVAGE : LES ÉCOGARDES PLUS OUTILLÉS

Le 17 Mai 2023, la salle de conférences du Jardin zoobotanique de Mvog Betsi (JZMB) à Yaoundé, a servi de cadre pour la session de renforcement des capacités des écogardes sur la surveillance épidémiologique des maladies zoonotiques selon l'approche One Health.

Il s'est agi au cours de cette rencontre d'entretenir le personnel du JZMB sur la surveillance des zoonoses issues de la faune sauvage. Les échanges ont porté sur les mesures préventives à mettre en place pour éviter la survenue des maladies, la collecte quotidienne et la transmission des données de surveillance ; la nécessité de doter le personnel du zoo en Equipement de Protection Individuelle. En leur présentant les dix zoonoses prioritaires au Cameroun, un accent particulier a été mis sur les fièvres hémorragiques Ebola et Marburg car le JZMB accueille de nombreux visiteurs dont des touristes étrangers.

Les recommandations ont porté sur la nécessité d'établir un carnet de santé pour chaque animal, de renforcer la collaboration avec les sectoriels clés de l'approche *Une Seule Santé*, et d'organiser une séance de travail pour consolider les acquis de surveillance au JZMB ■

EN FINIR AVEC LA POLLUTION PLASTIQUE

En commémorant le cinquantenaire de la Journée Mondiale de l'Environnement le 5 juin 2023, de concert avec la communauté internationale, le Cameroun a montré son engagement à repousser ce fléau porteur de nombreux risques sanitaires.

La pollution plastique augmente de manière exponentielle. Selon le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), « *plus de 400 millions de tonnes de plastique sont produites chaque année dans le monde et on estime que 19 à 23 millions de tonnes finissent dans les lacs, les rivières et les mers.* » Ce qui occasionne de nombreux dégâts environnementaux notamment, la dégradation des terres, l'obstruction des plans d'eau à l'origine des inondations en milieu urbain, la pollution des côtes et des fonds marins. Une fois émis, les produits plastiques existants se fragmentent en fines particules et concentrent les substances chimiques toxiques. Ce qui en fait un véritable problème pour la santé des humains, des animaux et des écosystèmes.

Pour sa part, le Cameroun à travers le Ministère de l'Environnement, de la Protection de la Nature et du Développement Durable (MINEPDED) a entrepris du 1er au 08 Juin 2023, une série d'activités de sensibilisation et d'éducation des populations sur la lutte contre la pollution plastique. En guise de solutions durables proposées à cette occasion, il y a eu notamment l'application effective des sanctions aux contrevenants, la nécessité d'intensifier la sensibilisation contre l'utilisation des emballages plastiques en mettant l'accent sur l'adoption d'attitudes écologiques et responsables telles que la réduction de l'utilisation du plastique, la non consommation d'aliments chauds dans des contenants plastiques susceptibles d'être la cause progressive des cancers et autres maladies liées au monoxyde de carbone ■

VIANDE DE BROUSSE : COMMENT RÉDUIRE LES RISQUES DE ZOONOSES ?

C'est pour apporter des réponses à long terme à cette question, que la Plateforme Une Seule Santé et l'Organisation TRAFFIC ont commandé une étude dont la finalisation et la validation du rapport ont donné lieu à l'atelier organisé du 30 mai au 02 juin 2023, à Douala.

Il a été question au cours de l'enquête sur l'analyse de risques de zoonoses le long de la chaîne de valeur de la viande de brousse au Cameroun, de cartographier et d'analyser les risques de maladies zoonotiques liés à l'activité anthropique sur le gibier et les animaux sauvages. Les régions de l'Est et du Littoral ont servi de cadre à la réalisation de cette étude, du fait de l'importance des sites de circulation, de manipulation et de vente de gibier qu'elles abritent.

Il en ressort que sur tous les segments de la chaine de valeur de la viande de brousse enquêtés, le risque et les comportements à risque sont élevés. Ceci est dû à plusieurs facteurs tels que la méconnaissance et le non-respect des lois et règlements relatifs aux activités inhérentes à la chasse, l'abattage, la manipulation, le transport et même la consommation des gibiers.

L'ensemble de ces facteurs constituent une base de données qui sera enrichie par des études ultérieures plus étendues. Celles-ci serviront à leur tour, à la conception et à l'élaboration des mesures de biosécurité externes applicables à tous les segments de la chaîne de valeur. Par conséquent, un accent sera mis sur la formation des acteurs et une surveillance du point de convergence qu'est le marché.

Aussi, les principales actions à mettre en place suite à cette analyse, rentrent dans le cadre de l'appui à l'élaboration, la validation et l'opérationnalisation des activités de prévention, de surveillance, d'investigation, de réponse et de communication sur les risques le long de la chaine de valeur de la commercialisation de la viande de brousse. Il s'agit : des activités de contrôle des produits fauniques à travers l'Inspection Sanitaire Vétérinaire et l'estampillage des viandes légales dans les marchés, de la mise en place d'un système d'alerte, de surveillance et de réponse, de l'élaboration des procédures opérationnelles standards, du renforcement des capacités des acteurs de la chaine de valeur de la viande de brousse sur les bonnes pratiques, de la surveillance et de la gestion des risques sanitaires, et enfin d'un plan de communication sur les risques et engagement communautaire ■

MPOX : UNE CAMPAGNE DIGITALE RÉUSSIE

Du 09 au 15 juin 2023, des blogueurs et éditeurs de contenus ont produit et publié des messages essentiels de sensibilisation sur le Mpox, à l'initiative du Programme Zoonoses avec l'appui de Breakthrough ACTION.

1 160 tweets et 919 181 impressions, c'est le résultat obtenu sur la plate-forme numérique Twitter au terme d'une semaine de campagne. Une offensive digitale dont le but était d'améliorer la connaissance du Mpox, plus connu sous l'appellation de variole du singe, auprès du grand public. Ces chiffres font référence au nombre de vues par les internautes, des tweets comportant le hashtag #PNPLZERvsMpox accompagnant les messages y relatifs. C'est une avancée significative dans le processus d'implication des acteurs de la communication digitale dans la lutte contre les maladies zoonotiques, se réjouit le Secrétaire Permanent Adjoint du Programme Zoonoses, Élisabeth DIBONGUE : « Nous sommes convaincus que cette campagne portera ses fruits en permettant de renforcer la résilience des communautés particulièrement pour la lutte contre le Mpox ».

Le lancement de la campagne le 09 juin dernier à Yaoundé a été précédé d'un briefing d'une dizaine de membres de l'Association des Blogueurs du Cameroun sur les dix zoonoses prioritaires au Cameroun, au rang desquelles figure le Mpox. Ses modes de transmission, les risques encourus et ses moyens de prévention, ont fait l'objet de modules de formation. Séance tenante, ces jeunes férus du numérique, en provenance des villes de Dschang, Bafoussam, Bamenda, Douala et Yaoundé, ont reçu des supports de communication pour mieux illustrer leurs publications et accentuer la compréhension des messages auprès des internautes et partant du grand public. « Il est important de respecter les mesures d'hygiène élémentaires, se rendre dans une formation sanitaire dès les premiers signes de maladie et signaler aux services vétérinaires tout animal trouvé mort dans son environnement », a insisté le Secrétaire Permanent Adjoint du Programme Zoonoses.

En rappel, depuis 2022, le monde entier est en alerte d'épidémie de Mpox. Le Cameroun n'en est pas épargné. Des cas sporadiques ont été relevés dans quelques régions du pays. En réponse, de nombreuses mesures ont été prises par les pouvoirs publics, notamment la validation du Plan National Intégré de lutte contre le Mpox au Cameroun, qui intègre la communication sur les risques et engagement communautaire. Des campagnes d'information ont par ailleurs été menées dans le but de sensibiliser l'opinion et engager en permanence les communautés dans la lutte contre cette zoonose.

La communication digitale marque une autre étape capitale des actions entreprises pour éliminer définitivement du territoire le Mpox ■

BOOSTER L'OPÉRATIONNALISATION DU KNOWLEDGE MANAGEMENT

C'est la principale recommandation à l'issue de l'évaluation du système de gestion des connaissances de la plateforme Une Seule Santé qui a eu lieu les 30 et 31 mai 2023 à Kribi.

C'est avec beaucoup d'entrain que les points focaux du Knowledge Management (KM) se sont réunis pour affiner cette stratégie, revoir leurs rôles et responsabilités, apprécier les activités réalisées, partager les expériences des différents intervenants et définir les perspectives de gestion de ce système.

En effet, la notion de gestion des connaissances renvoie à un processus intentionnel et continu de production et de partage interne et/ou externe de données, d'informations et de connaissances à l'ensemble des acteurs d'une organisation. Elle permet également l'organisation des connaissances existantes, leur adaptation aux besoins des différentes cibles et la diffusion du savoir-faire. Elle est indispensable dans un système sanitaire qui promeut l'approche *Une seule Santé* (USS) comme concept innovant et dynamique de coordination et de mise en œuvre des programmes.

Pendant ces deux jours, les leçons apprises sur les activités de gestion des connaissances ont fait l'objet de présentations et de discussions. Il ressort principalement des échanges que le mécanisme de gestion des connaissances de la plateforme devrait être renforcé à travers l'appropriation du système par les points focaux *Une Seule Santé* ainsi que de leurs rôles et responsabilités d'une part et la maîtrise des outils de gestion des connaissances d'autre part.

Au sortir de cette rencontre, il a été recommandé aux points focaux d'organiser des conférences téléphoniques ou des webinaires, de recueillir les rapports d'activités des niveaux régionaux et de tenir une liste de contacts des personnes ressources.

En rappel, cette activité fait suite au développement de la stratégie KM initiée par la plateforme en septembre 2021, avec l'appui de Breakthrough ACTION. En 2022, les capacités des acteurs du KM avaient été renforcées pour une meilleure prise en main dans la mise en œuvre de cette stratégie ■

Le Programme de Préparation des Communautés aux épidémies et Pandémies mis en œuvre par la Croix Rouge Camerounaise dans les régions du Nord et de l'Est au cours du deuxième trimestre de l'année 2023 a atteint 1356 personnes (638 Hommes, 696 Femmes et 28 enfants) à travers des activités de sensibilisation menées par 400 volontaires. Ces sensibilisations ont porté sur l'hygiène et l'assainissement, la poliomyélite, le choléra, la rougeole et les démonstrations du lavage correct des mains.

Dans le cadre de la mise en œuvre de la Surveillance à Base Communautaire (SBC) dans la région du Nord, 18 superviseurs et 323 volontaires CRC ont été formés sur la SBC et la plateforme Nyss et déployés le 3 juillet 2023. Entre le 10 et le 16 juillet 2023 (SE28), à l'aide de la plateforme Nyss, 23 notifications ont été reçues des volontaires à propos de différents risques sanitaires notamment les cas de diarrhée aqueuse aiguë, de fièvre et éruption cutanée ainsi que des décès inhabituels d'animaux. 11 d'entre elles ont été transformées en alerte.

De plus, les comités régionaux ont accueilli la formation des équipes de gestion des catastrophes sur la gestion des épidémies. 47 personnes au total ont été formées soit 34 Hommes et 13 Femmes.

Enfin, dans le cadre de la coordination avec le ministère de la Santé et les autres sectoriels, le CP3 a participé à diverses réunions telles que la réunion de mise au point de la SFE et l'atelier de formation des formateurs du niveau central et régional sur la SFE/SBC organisé par la DLMEP, l'atelier sur les leçons apprises de la Stratégie du Knowledge Management (KM) organisé par le PNPLZER, la réunion de coordination des acteurs de la plateforme Une Seule Santé, la réunion hebdomadaire de coordination de la SIMR…

AFRICAM PREACTS CAMEROON

PREZODE in action in the global South

Le 06 Juin 2023 s'est tenue à Yaoundé la cérémonie officielle de lancement des activités du projet AfriCAM au Cameroun (financement de l'Agence Française de Développement- AFD). L'objectif général était de démarrer les activités du projet en présentant devant tous les partenaires de mise en œuvre, les objectifs d'AfriCAM, sa gouvernance et le chronogramme des activités. Une soixantaine de participants en présentiel et en ligne ont pris part aux travaux notamment les administrations, les partenaires techniques et financiers, les représentants de l'ambassade de France au Cameroun. A la suite de cette ouverture, le lendemain 07 juin, s'est tenu l'atelier de formation des associations de la société civile sur le renforcement des systèmes de surveillance et de détection précoce des maladies zoonotiques. L'objectif était de renforcer les capacités des Organisations des associations de la Société Civile sur l'écologie des maladies émergentes et sur les risques liés à la manipulation et la consommation de la viande de brousse, mettant l'emphase sur le rôle primordial que jouent les communautés dans la prévention, la détection et la mitigation des risques liés aux maladies émergentes. A cet effet, une quarantaine de participants ont été formés avec l'appui technique et financier de AfriCAM.

Investigations de la maladie à virus Marburg (MVM) à la frontière Cameroun/Guinée équatoriale : Du 21 juin au 05 juillet, une première mission d'investigation s'est déroulée dans le village Olamzé, Région du Sud-Cameroun, frontalier à la province de Kyie Ntem, épicentre de la dernière flambée de la MVM en Guinée équatoriale par l'équipe de terrain du CREMER sous financement ANRS/MIE et IRD. Il était question de mettre en évidence la présence des *Rousettus aegyptiacus, réservoir putatif du virus* dans cette localité ●

TRAFFIC est une organisation non gouvernementale internationale dont la mission selon sa stratégie 2030 est de veiller à ce que le commerce des espèces sauvages soit légal et durable, dans l'intérêt de la planète et des populations. A travers son Project W-TRAPS, TRAFFIC vise à modifier la politique alimentaire et commerciale, le comportement des consommateurs et la gestion de la chaîne d'approvisionnement en espèces sauvages de manière à réduire le risque de propagation de maladies zoonotiques associé au commerce illégal des espèces sauvages. Les principales activités menées entre avril et juin sont :

- Finalisation et enrichissement de l'enquête sur la Chaîne de Valeur du commerce de la viande de brousse et l'analyse des risques de transmission des zoonoses ;
- Signature d'un Mémorandum d'Entente (MoU) entre TRAFFIC et le Ministère des Forêts et de la Faune (MINFOF). Cette signature est relative à l'appui à la conservation et à la gestion durable des ressources forestières et fauniques au Cameroun ;
- Participation à la célébration de la journée Internationale de la Sécurité Sanitaire des Aliments, ponctuée par une présentation de TRAFFIC sur les risques sanitaires le long de la chaine de valeur du commerce des produits fauniques ;
- Participation à la Réunion Conjointe COMIFAC-TRAFFIC du 26 au 28 juin 2023 à Douala. Cette réunion stratégique visait à : aligner les activités de TRAFFIC avec celles prévues par la COMIFAC; ouvrir la voie à la mise en œuvre effective du Plan d'Action Sous-régional des pays de l'espace COMIFAC pour le Renforcement de l'Application des Législations Nationales sur la Faune Sauvage, 2ème édition 2020-2025 (PAPECALF II); définir les rôles clés à jouer par les politiques de l'Union Européenne applicables en Afrique centrale et revisiter le MoU actuel entre TRAFFIC et la COMIFAC qui a expiré en juin 2023. Les questions relatives à la lutte contre les maladies zoonotiques émergentes et réémergentes ont été prises en compte dans la planification de la COMIFAC ●

Au Cameroun, Breakthrough ACTION (BA) œuvre pour le renforcement du système de santé en apportant son appui technique et financier au Gouvernement dans les domaines de la Communication pour le Changement Social et de Comportement, et la Communication sur les Risques et Engagement Communautaire. Au cours du deuxième trimestre 2023, BA a accompagné le Programme Zoonoses dans le développement des mécanismes de gestion de connaissances et des modes opératoires normalisés des plans et procédures, le renforcement de la visibilité des activités de la Plateforme Une Seule Santé, et l'écoute sociale à travers des exercices de simulation via SPRNKLR, Bitdefinder et Facebook.

Par ailleurs, à travers l'approche « Etape par Etape » du cycle d'actions communautaires, BA a également soutenu des activités visant à améliorer l'adhésion à la vaccination contre le COVID-19 dans les régions du Littoral et de l'Ouest dont les couvertures vaccinales rapportées (5,9% et 9,2% respectivement) étaient inférieures à la moyenne nationale. 48 membres des équipes intersectorielles d'engagement communautaire issus de six (06) districts de santé pilote choisis dans chacune des deux régions, ont ainsi bénéficié d'une formation qui leur a permis de mettre en place des Groupes d'Action Communautaires (GAC) dans leurs aires de santé respectives. A ce jour, 21 GAC (soit un GAC par aire de santé) sont pleinement opérationnels. Ils sont individuellement constitués de 25 membres qui reçoivent régulièrement un appui technique des équipes intersectorielles d'engagement communautaire. La supervision des activités des GACs est assurée par les points focaux communication régionaux, les Groupes Techniques Régionaux du PEV et le PROVARESC qui représente la société civile. Le processus en est à sa phase 3 sur 5 cycles d'actions communautaires, et plusieurs réunions communautaires ont déjà été menées dans l'optique d'identifier les causes de la faible adhésion à la vaccination contre le COVID-19 ●

Breakthrough ACTION
FOR SOCIAL & BEHAVIOR CHANGE

USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE

USAID'S Infectious Disease Detection and Surveillance (IDDS) Project

IDDS is a 5-year USAID funded Project that supports countries to strengthen disease detection networks and surveillance systems for diseases of public health importance and improve antimicrobial resistance surveillance. From April to June 2023, IDDS supported Cameroon in the training of 42 trainers from the central (22) and regional levels (20) on Event-Based Surveillance (EBS) in the human health sector coming from all the 10 regions. This was followed by the training of 38 surveillance focal persons and District Medical Officers from the South-West health districts on EBS and the use of Early Warning Alert and Response System (EWARS) platform. IDDS has supported the supervision of integrated disease surveillance and response (IDSR) activities in the Southwest and the Northwest regions.

Furthermore, 30 animal health surveillance personnel from the Ministry of Livestock, Fisheries and Animal Industries from the North-West and South-West regions received training on Mpox surveillance.

IDDS also supported the decentralization of Mpox diagnosis in order to improve the diagnosis turnaround time. This was done through the training of 13 laboratory personnel from National Public Health Laboratory, Laquintinie Hospital Laboratory, Bertoua regional hospital laboratory and LANAVET on Mpox diagnosis and the purchase of 1500 Mpox PCR tests and associated reagents/consumables.

In addition, IDDS supported the current Mpox outbreak investigation in Kumba and Mbonge health districts of the South-West region and the transportation of 77 coolers of suspected epidemic prone diseases specimen including Mpox ●

Food and Agriculture Organization of the United Nations

Dans le cadre du renforcement du dispositif national de surveillance et de réponse aux maladies animales, la composante FAO du Global Health Security Agenda au Cameroun, mise en œuvre par l'Equipe ECTAD a apporté sa contribution au cours du deuxième trimestre de l'année 2023 à travers deux activités : la formation des agents de terrain en épidémiologie vétérinaire appliquée, In-Service Applied Veterinary Training (ISAVET) et la mobilisation des ressources pour la lutte contre les pandémies.

Concernant le développement des ressources humaines, la FAO a formé dans le cadre d'ISAVET, 26 stagiaires du MINEPIA, du MINFOF et du privé. La formation séquencée en plusieurs étapes a débuté par une phase théorique d'un mois qui s'est déroulée du 30 janvier au 24 février 2023 au Centre de Formation Zootechnique et Vétérinaire de Foumban.

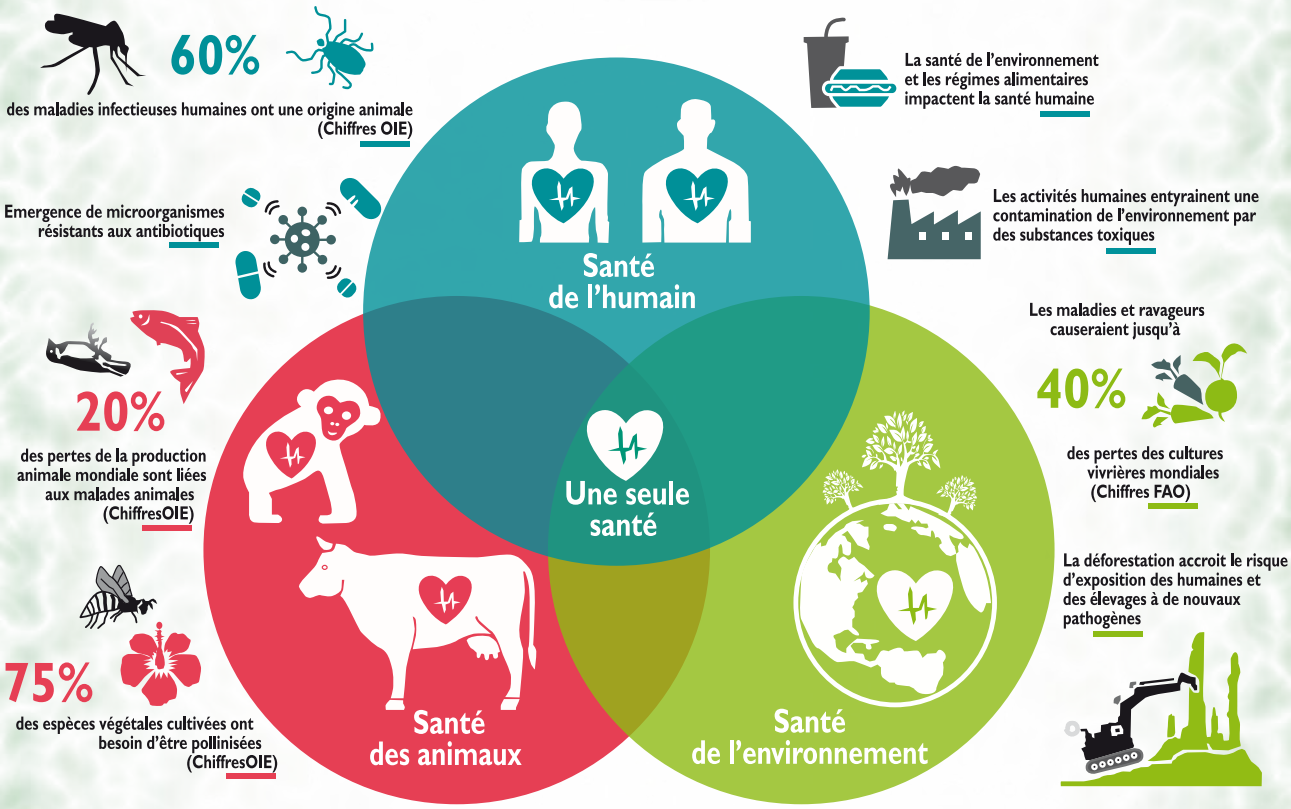
Cette formation théorique d'ISAVET niveau de base a été suivie d'un stage pratique de terrain de trois mois qui a permis aux 22 participants de réaliser des travaux sous la coordination d'un mentor.

Au terme de ce stage, un atelier post-formation a été organisé du 19 au 23 juin à Ebolowa afin d'évaluer les apprenants sur la base des différents livrables exigés notamment douze (12) rapports de surveillance hebdomadaire, trois rapports de l'audit de la qualité des données collectées au niveau des services de santé animale et un (1) rapport d'étude de terrain sur un thème (investigation /enquête sur une épidémie/éclosion, analyse des données de surveillances ou cartographie de la chaine de valeur et analyse du risque).

Dans le cadre de la mobilisation des ressources pour l'appel à projets de la Banque Mondiale dénommé Pandemic Funds, la FAO a participé et contribué activement aux différentes réunions organisées durant les mois d'avril et mai au CCOUSP, sous la coordination du MINSANTE et relatives à l'enrichissement de la proposition de projet du Cameroun. La proposition complète du projet a été soumise le 19 mai 2023 ●

ONE HEALTH
Healthy People
Healthy Environment
Healthy Animals
UNE SEULE SANTE

HUMAN HEALTH
ENVIRONMENTAL HEALTH
ANIMAL HEALTH


60%
des maladies infectieuses humaines ont une origine animale (Chiffres OIE)
Emergence de microorganismes résistants aux antibiotiques
20%
des pertes de la production animale mondiale sont liées aux malades animales (ChiffresOIE)
75%
des espèces végétales cultivées ont besoin d'être pollinisées (ChiffresOIE)
La santé de l'environnement et les régimes alimentaires impactent la santé humaine
Les activités humaines entyrainent une contamination de l'environnement par des substances toxiques
Les maladies et ravageurs causeraient jusqu'à
40%
des pertes des cultures vivrières mondiales (Chiffres FAO)
La déforestation accroit le risque d'exposition des humaines et des élevages à de nouvaux pathogènes
Santé de l'humain
Une seule santé
Santé des animaux
Santé de l'environnement